

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société Etienne Lacroix tous artifices**

Route de Gaudiès  
09270 Mazères

Références : 316  
Code AIOT : 0006802183

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'exercice POI de l'année en cours. C'est à l'occasion de la visite sur les premiers prélèvements au titre de l'action nationale qu'il a été décidé que l'inspection des installations classées et le SDIS accompagneraient les équipes de la société Lacroix dans cet exercice. La Directrice de cabinet du Préfet de l'Ariège et le chargé de mission de la Sous-Préfecture de l'Ariège ont également assisté à cet exercice.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères
- Code AIOT : 0006802183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en œuvre des compositions pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
3	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
4	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
5	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Contenu POI : conduite à	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	tenir sur le site		
7	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
11	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cet exercice, la mise en place du PC POI et la mise en œuvre de l'équipe intervention ont été très rapide. Une fluidité de l'organisation a été constatée et une répartition entre les différentes fonctions démontre de la maîtrise dans les missions de chacun.

Il a été constaté que le coordinateur pouvait prendre des décisions sans l'aval du DOI. En réponse, le DOI et le coordinateur précisent que cette décision a été entérinée lors des précédents RETEX, et ce, pour améliorer la prise de décision.

Enfin, le représentant du SDIS a suggéré que l'alerte de son organisme devrait être effectuée plus en amont tout en précisant le scénario et les moyens mis en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation du personnel sur situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b>  Lors de cet exercice POI, le chef d'établissement est désigné comme DOI. L'exploitant présente la liste des formations où apparaît 4 agents formés à la fonction DOI. Cette liste de formations identifie également l'ensemble des fonctions qui sont assurées en interne mais également en

externe.
L'exploitant a présenté la procédure d'astreinte, clairement illustrée dans le POI du 27 mai 2025. Cette astreinte est programmée semestriellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : SGS et gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le scénario choisi est un incendie provoqué par un véhicule électrique près de l'atelier A9Bis situé en zone pyrotechnie. La chronologie de ce scénario est présentée en annexe confidentielle. L'exercice a duré environ 1 heure.  La communication entre le PC POI et le coordinateur était altérée en raison de l'utilisation d'une liaison radio. En changeant de canal, cette communication a été rétablie. Le SDIS et l'inspection des installations classées encouragent l'utilisation du matériel graphique (Tableau interactif) qui lors de l'exercice était largement sous utilisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place un contrôle et une vérification des liaisons radios dont sera déterminée la fréquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contenu POI : responsable alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a défini les critères de déclenchement du POI. Une procédure annexée au POI du 27 mai 2025 décliné selon les créneaux en heures ouvrées, en hors heures ouvrées et en situation d'activité réduite. Le rôle du poste de garde est détaillé dans des fiches réflexes. En heures non ouvrées la procédure s'articule comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rédiger le message (imprimé « fiche alerte »)</li> <li>2. Appeler cadre d'astreinte sécurité pour évaluation de l'évènement</li> <li>3. Sur ordre du cadre, composer le 112 et transmettre le message d'alerte</li> <li>4. Poursuivre l'appel des cadres référents</li> <li>5. Faire patienter les secours extérieurs jusqu'à l'arrivée d'un cadre référent</li> </ol> <p>Le délai d'arrivée du cadre d'astreinte, hors heures ouvrées, est de moins de 30 mn.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le déclenchement du PPI est repris dans les 3 fiches réflexes (Heures ouvrées, Hors heures ouvrées ou en activités réduites). Dans le cas où un événement accidentel nécessite l'intervention de moyens publics de secours, qu'il soit contenu dans les limites de l'établissement ou non, la Direction des Opérations de Secours est alors assurée par l'autorité de police compétente, maire ou préfet selon les cas.</p> <p>Le Commandant des Opérations de Secours travaille en binôme avec le DOI. Ce dernier est le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du Plan Particulier d'Intervention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Contenu POI : description des mesures à prendre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches réflexes sont mises à disposition dans la salle POI. Le POI répertorie les scénarios pouvant déclencher un accident majeur, liste les différents scénarios d'exercices possibles ainsi que les moyens d'interventions adaptés par scénario.</p> <p>Il est identifié également, les types de risques, le périmètre de sécurité, le type de combustibles et le type agent extinction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La salle POI se trouve à l'entrée du site hors zones d'effets du scénario choisi. A la demande de l'inspection des installations classées, une carte des effets du scénario est mise à disposition et présentée par l'exploitant. La sirène POI lors de l'exercice était peu audible. Des fiches alertes voisinages dans le POI se présentent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Alerte de la population immédiatement concernée est alertée via le déplacement du personnel Lacroix et/ ou par téléphone.</li> <li>2. Alerte des riverains au champ de tirs et des exploitants agricoles.</li> </ol> <p>Ces messages portent sur l'événement et donnent des consignes de sécurités.</p> <p>Lors de cet exercice au vu des distances entre le site et les 1<sup>ers</sup> riverains et au vu des zones d'effets, aucune alerte destinée à ces derniers n'a été faite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Contenu POI : information autorité PPI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de l'exercice, l'ensemble des principaux services extérieurs ont été prévenus dans les 25 minutes après le début de l'exercice. Dans le POI, il est indiqué que le responsable des relations externes, sur ordre du DOI, alerte les autorités et les tient informées de l'évolution de l'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contenu POI : articulation avec SDIS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
<b>Constats :</b>  La demande d'intervention des services d'urgence externes est réalisée par le responsable des relations extérieures dont les services du SDIS. Lors de cet exercice, l'exploitant disposant d'une équipe d'intervention interne arrivée, sur la zone de l'incendie, 5 minutes après le déclenchement de l'alerte. Aucun périmètre de sécurité autour de la zone d'intervention n'a été matérialisé sur le site de l'intervention lors de cet exercice POI.  Le SDIS est sollicité 43 minutes après le déclenchement de l'alerte, faisant suite à une décision de l'évacuation du site au vu de la quantité et l'épaisseur des fumées.  Hors heures ouvrées, le cadre d'astreinte alerté par le gardien, se charge de constituer le poste de crise exploitant, de diffuser l'alerte et d'appeler les renforts nécessaires. L'exploitant précise que, lors de l'exercice PPI de 2021, le cadre d'astreinte est arrivé en 25 minutes, et ce, en même temps que les intervenants extérieurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Contenu POI : formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<b>Constats :</b>  Lors de l'exercice, l'équipe d'intervention interne, arrivée 5 mn après le déclenchement de l'alerte, a démontré la maîtrise de la mise en œuvre des moyens par les personnels. Ceci étant, la décision de matérialiser un périmètre de sécurité n'a pas été formalisée.  L'exploitant a présenté à l'inspection le planning de formation des équipes d'intervention et a

précisé qu'une formation trimestrielle interne et une formation annuelle externe étaient réalisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'exercice, un état des stocks a été extrait, via un logiciel SAP dédié à la gestion des stocks, en salle de POI déclinant ce dernier par zone de stockage à proximité immédiate de l'atelier A9Bis. Cet état fait apparaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : État des stocks détaillé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

<p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme signalé dans le précédent point de contrôle, l'état des stocks est disponible, via un logiciel de gestion des stocks, et accessible à tous le personnel d'astreinte en salle POI et à distance. Cet état identifie les produits présents ainsi que les déchets mis à jour quotidiennement, portant les mentions de dangers associés à un plan général des zones d'activité et de stockage.</p> <p>Les FDS sont disponible via une base de données, élaborée par une société prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : État des stocks synthétique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [...]</li> <li>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état des stocks synthétique destiné à la population est rapidement extrait regroupant des informations vulgarisées autour de famille de produits.</p> <p>L'exploitant signale que dans cet état des stocks, aucune information ne figure concernant les déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compléter l'état des stocks synthétique destiné à l'information de la population, en situation d'accident, dans lequel devra figurer les familles de produits et de déchets, les mentions de dangers et leurs quantités. Ces données doivent être reportées sur un plan identifiant les zones d'activités et zones de stockages</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>